

À Lyon, le 15/02/2026

Le local de l'union départementale Solidaires du Rhône attaqué par l'extrême droite

Dans la nuit du 14 au 15 février 2026, **un individu dont le visage était dissimulé est venu asséner de violents coups de barre de fer sur l'entrée de notre local syndical**, dont l'adresse est publique. Il n'a heureusement pas réussi à s'introduire dans le local.

Des dégradations de moindre importance avaient déjà eu lieu en pleine nuit fin octobre. Nous avions porté plainte. **Nous porterons plainte de nouveau**. Mais il faut bien le dire : dans le climat d'impunité lyonnais, nous ne portons pas de grands espoirs sur ces procédures judiciaires.

Ces dégradations ne sont pas un fait divers isolé. Depuis une quinzaine d'années, Lyon a acquis la malheureuse réputation de capitale de l'extrême droite radicale et violente, et **notre organisation et nos militant·es en ont trop souvent fait les frais**. L'attaque de cette nuit survient dans un contexte précis. Les stratégies de **dénonciation calomnieuse**, de **victimisation** et d'**instrumentalisation politique** dont le collectif d'extrême droite Némésis est coutumier sont de nouveau à l'œuvre depuis jeudi dernier. Alice Cordier, porte-parole de Némésis, avait jeté en pâture le nom de notre organisation sur le plateau de CNews jeudi soir, l'associant à tort et sans aucune preuve aux violences qui ont causé la mort d'un militant d'extrême droite. Ces procédés nous désignent comme des cibles pour toute la fachosphère. Cela semble avoir fonctionné.

Quelle que soit l'identité de l'auteur de l'attaque contre notre local et ses motifs exacts, s'en prendre de nuit à un local syndical, dont la mission est de défendre les travailleuses et les travailleurs victimes d'un patronat de plus en plus sur les dents, relève bien pour nous de **méthodes fascistes**. Le fascisme a une longue histoire antisyndicale et nous ne l'oublions jamais. Dans le projet de société de l'extrême droite, la lutte des classes est niée et les syndicats n'existent tout simplement plus. Mais les syndicats ne disparaissent pas sans résister, sans lutter.

L'attaque contre notre local nous rappelle qu'il **existe bel et bien une lutte des classes**, et que le mot « lutte » n'a rien de métaphorique. L'union départementale Solidaires du Rhône continuera de mener la lutte pour l'émancipation et contre l'extrême droite, sur les lieux de travail, dans les rues de Lyon gangrénées par les groupuscules violents, dans les villes du Rhône ciblées par le Rassemblement national pour les prochaines municipales, dans les circonscriptions du département qui ont basculé aux dernières législatives, et plus largement dans tout le département et tant qu'il le faudra.